

La rencontre, le 2 juillet, avec le Premier ministre n'a pas permis de mettre un terme aux contestations qui durent depuis plus de deux mois. Les cours dans les écoles primaires, collèges et lycées publics de la capitale et des grandes villes du pays sont très perturbés. Certains établissements sont même fermés. Les professeurs qui estiment être les fonctionnaires les plus mal payés du pays, demandent, entre autre, une indemnité spéciale de 100 000 ariary par mois (environ 25 euros). Ils se sont rassemblés, vendredi 6 juillet, au Lycée Moderne d'Ampefiloha, au cœur de la capitale.

Dans la salle de réunion du lycée, environ 200 enseignants assistent aux discours des leaders syndicaux. José Rakotoarinosy est professeur de français. Il gagne 600 000 ariary par mois, environ 160 euros, mais ce sont surtout ses conditions de travail qui l'ont fait descendre dans la rue.

« J'enseigne dans toutes les classes de Terminale avec une moyenne de 70 élèves par salle, précise-t-il. Une table-banc de deux élèves, on va la remplir avec trois ou quatre élèves. C'est compliqué pour tous parce que dans la salle de classe, vous ne pouvez pas faire des observations aux élèves puisqu'il n'y a pas de place pour circuler. Nous sommes comme des sardines en boîte ! De plus, sur le matériel éducatif, nous n'avons rien. Ce sont des manuels vieux de 1960 - 1970. »

Cela fait maintenant plus de deux mois que les salles de classe du lycée moderne d'Ampefiloha, le plus grand du pays avec 3 200 élèves, sont vides.

« Les enseignants sont déterminés. Ils sont solidaires et rien ne pourra les dissuader. Le ministre ne cherche pas à écouter nos revendications. C'est lui, le responsable de la [l'année blanche](#) », souligne Louise Gabrielle, enseignante de lettres anglaises et membre du syndicat des enseignants de Madagascar.

Plusieurs centaines de professeurs ont ensuite entamé un *sit in* dans la cour du ministère de l'Education. Contacté par RFI, ce dernier indique qu'il a déjà garanti un versement supplémentaire de 25 000 ariary par mois, aux enseignants à partir d'octobre. Ils réclament 100 000 ariary, un montant que le ministère explique ne pouvoir déboursier qu'en 2020.

« Ni un report des examens, ni une année blanche ne sont prévus », précise le ministère malgache de l'Education nationale.

Les enseignants poursuivent leur grève à Madagascar



Certains écoliers, collégiens et lycéens n'ont plus de cours depuis deux mois à Madagascar.

Cela fait près de deux mois que les cours sont perturbés dans les écoles primaires, collèges et lycées publics de la capitale et des grandes villes du pays. Les élèves qui ont déjà pris du retard à cause de l'épidémie de peste et du passage du cyclone Ava en janvier craignent une année blanche. Mais les syndicats appellent les enseignants à continuer la mobilisation jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

« *Si année blanche il y a, ce ne sera pas notre responsabilité.* » C'est ce qu'indique le président du syndicat des Enseignants éducateurs de Madagascar, Claude Raharovoatra joint au téléphone. Si la nomination du nouveau ministre de l'Education il y a deux semaines laissait espérer une résolution du mouvement de grève des professeurs, la rencontre vendredi entre syndicats et Horace Gatien s'est soldé par un échec...

La promesse de régulariser les vacances, impayées de 2014 à 2017 dans certaines circonscriptions, n'a pas suffi à calmer les grévistes. Leur principale revendication : obtenir une indemnité spéciale de 100 000 ariary, soit 25 euros, pour prendre en charge notamment leurs frais de logement ou de déplacement.

Démuni, le ministre de l'Education met en avant son manque de moyens financiers. « *Le ministère des Finances rassemble des techniciens pour trouver des solutions. Mais face à la baisse des ressources de l'Etat nous ne sommes pas encore en mesure de satisfaire les requêtes* », indique-t-il dans un communiqué.

« *Ce sont toujours les mêmes excuses. Nous avons assez patienté* », rétorque le président du syndicat des enseignants éducateurs. Contacté, le ministère précise que ni un report des examens, ni une année blanche ne sont envisagés mais il appelle les professeurs à « *prendre en compte les élèves qui passent leurs examens cette année.* »